

Calvados

Un millier de personnes dans les rues pour « défendre l'éducation »

LIBERTÉ | jeudi 15 novembre 2018

487 mots | -



Un millier de personnes environ a défilé dans les rues de Caen, lundi 12 novembre, pour « défendre l'éducation ». (©Nicolas Claich/Liberté - Le Bonhomme libre.)

Lundi 12 novembre, environ 1000 personnes ont manifesté contre la réforme Blanquer de l'Éducation nationale. Ils dénoncent une « vision comptable ».

Lundi 12 novembre, ils étaient environ un millier (800 selon la police) à manifester dans les rues de Caen, à l'appel de l'intersyndicale, pour « **défendre l'éducation** ». Enseignants, du secteur public comme du privé, mais aussi étudiants et lycéens étaient réunis derrière les mêmes banderoles. Objet de leur mécontentement : la réforme Blanquer pour les lycées général et professionnel, qui va entraîner, selon eux, la perte des 2650 postes au niveau national.

Économie, orientation et déséquilibre

À la veille de l'examen du budget 2019 par l'Assemblée nationale, les syndicats avaient donc tenu à montrer leur grogne. Sébastien Chieu, responsable de la CGT Educ'Action et professeur de mathématiques au lycée Fresnel de Caen, précise : « **Cette réforme ne va pas améliorer le niveau éducatif des élèves car elle a pour seul objectif de faire des économies. Avec la suppression des filières au profit d'un tronc commun et de spécialités, on aura des classes en moins avec le même effectif que cette année. Une classe en moins en Première et une autre en Terminale dans un lycée, cela représente environ 3,5 postes d'enseignants supprimés.** »

Autre motif d'inquiétude pour les enseignants : l'orientation future des élèves. Ceux-ci devront choisir quatre « **spécialités** » sur les onze proposées à partir de l'entrée au lycée. Mais, sans information claire, ils pourraient se fermer des portes en vue de leurs études supérieures.

Enfin, Sébastien Chieu souligne le déséquilibre possible entre les territoires, entre les secteurs urbains et les zones rurales. « **Le nombre de spécialités proposées par lycée est dépendant du nombre d'élèves**, explique-t-il. **Cela signifie que certaines spécialités ne seront pas enseignées dans les lycées qui comptent peu d'élèves, comme dans l'Orne par exemple. Les élèves qui souhaitent suivre certaines spécialités devront alors intégrer un autre lycée, parfois loin de chez eux. À terme, on peut craindre la fermeture de certains établissements en zone rurale.** »

Un « nivellement par le bas »

La réforme du lycée professionnel était aussi au cœur de la contestation. Dans le cortège, une délégation de l'institut Lemonnier de Caen était présente. Ludovic Cahagnier, délégué CFTC, détaille : « **On nous avait promis un nouveau monde, c'est pire que l'ancien. Il n'y a pas de concertation. On veut un retour à quatre ans d'enseignement en lycée professionnel. Avec les trois ans, les artisans constatent une baisse du niveau des élèves. On observe un nivellement par le bas.** »

Selon les syndicats, 30 à 35% des enseignants du Calvados étaient en grève. Le ministère a annoncé un taux de 10%, au niveau national.

N.C.